

**DEPUTE DE BEYROUTH ET ANCIEN MINISTRE MICHEL PHARAON:  
"LE CANDIDAT CENTRISTE EST CELUI QUI N'EST D'AUCUN PARTI  
POLITIQUE,  
MAIS RESPECTE LES PRINCIPES DE LA REVOLUTION DU CEDRE"**



Lorsqu'on rencontre *Michel Pharaon*, d'emblée l'expression "Vieux Beyrouth", - à l'instar de "Vieille France", si l'on peut dire-, vous vient à l'esprit. C'est que le député de Beyrouth et ex-ministre, porte bien le nom de sa famille, une des plus vieilles et des plus célèbres du Liban. En effet, de Henri Pharaon, homme de l'indépendance, à Pierre Pharaon, son père, député et ministre, le fils Michel, perpétue désormais le legs politique au sein de l'hémicycle. Discret et calme, pesant ses mots, s'exprimant avec clarté et précision sur les questions de l'heure sans tenter de s'esquiver, dans aucun de ses propos, nous ne verrons Michel Pharaon porter atteinte à ses adversaires politiques ou s'emporter à nous entendre les citer. Est-ce une question de flegme habituel? Ou une éducation genre "bonne famille racée"?

Ou bien encore une maturité politique due à ses longs séjours à l'étranger? Une chose est sûre, c'est la caractéristique dominante chez lui. Candidat aux législatives de 2009 pour le *siège d'Achrafieh*, Michel Pierre Pharaon y a passé presque toute sa vie. Titulaire d'une licence en économie de l'USJ (Université Saint-Joseph) et d'une maîtrise en sciences économiques et gestion de Dauphine, Paris IX, il se trouve à la tête d'un empire financier qu'il gère avec doigté et dextérité. En effet, il est PDG de la société d'assurance libano-suisse (Liban), de Pharaon Holding (Liban) et de la société d'assurance Colina (Côte d'Ivoire). Il est également membre du conseil d'administration de MedNet (Liban) et de la LBCI, ainsi que de plusieurs autres sociétés. Désigné à deux reprises ministre d'Etat pour les Affaires parlementaires, des rumeurs ont circulé lors de la dernière formation ministérielle sur un éventuel faux bond que lui auraient fait ses alliés du Bloc du futur, ce qu'il nie fortement, insistant sur son alliance avec le 14 Mars mais, en tant que personnalité politique indépendante. Impliqué dans le social et la bienfaisance de sa communauté et de sa région, il est vice-président du Conseil supérieur grec-catholique, membre du conseil d'administration de l'Ecole patriarcale et fondateur du dispensaire Saint-Sauveur.

**Votre famille a joué un rôle politique durant la période de l'indépendance avec feu Henri Pharaon...**

Certes, notre famille a un long parcours historique sur les plans politique, social et humain. Ce parcours se poursuivra, nos préoccupations nationales ne se limitant pas à l'aspect politique, mais englobant, aussi, tous les aspects de la vie publique.

**Pourquoi avoir choisi Achrafieh pour circonscription, sachant que votre famille a des prolongements dans la Békaa et à Jezzine?**

Nos racines sont à Beyrouth. Nous faisons partie de ses plus vieilles familles. Avec la désignation d'un siège grec-catholique pour Beyrouth, il est donc normal que je me porte candidat. Je trouve nécessaire d'insister sur le fait que, malgré les multiples invasions militaires depuis environ trente ans, Beyrouth est non seulement une capitale, mais un ensemble de familles bien ancrées dans ses quartiers depuis des dizaines d'années.

## **JE CRAINS POUR L'AVENIR**

### **Pour certains, les législatives 2009 pourraient changer le visage du Liban; qu'en pensez-vous?**

Mon expérience au sein du gouvernement précédent a ravivé mes craintes quant à l'avenir des institutions. En effet, un réel danger planait alors sur l'hémicycle, la présidence de la République et le tribunal international, suite à la série d'attentats et de mesures d'intimidation. Or, saper les institutions, signifierait

l'anéantissement du Liban. D'où, l'accord de Doha et son importance quant à la relance des institutions et à la neutralisation du pays, pour le placer à l'abri des menaces d'une explosion éventuelle, Gaza en étant un exemple récent.

Ainsi, on peut dire que les élections législatives constitueront l'opportunité de renforcer la logique de l'Etat, de l'Armée et de reconstruire les institutions, tout en insistant sur la souveraineté et l'indépendance sur base d'un consensus national. Toutefois, il faut ajouter que les développements des deux dernières années ont suscité notre inquiétude, en raison des ingérences régionales dans nos affaires intérieures par le biais de certaines parties libanaises ce qui a entravé l'entente nationale.

Par conséquent, si le 14 Mars et les partisans des principes liés à la suprématie de l'Etat, de l'Armée et des institutions ne gagnent pas les législatives de 2009, le Liban pourrait être amené vers d'autres choix et options.

Certains pensent que le tribunal à caractère international n'aurait pas de résultats concrets.

Les différends et les confrontations politiques au Liban ayant été marqués par les assassinats, nous considérons que le tribunal constitue une protection pour certaines parties politiques et une garantie pour faire prévaloir la justice.

## **S'ATTACHER À L'ACCORD DE TAËF**

### **D'aucuns pensent que l'accord de Taëf est bel et bien enterré et d'autres par contre s'y attachent...**

Il est dangereux de traiter les amendements constitutionnels dans cette étape d'instabilité politique. Ce qui est requis aujourd'hui est le fait de s'attacher à cet accord devenu, désormais, partie intégrante de la Constitution libanaise, car toute tentative de le réviser pourrait déclencher une guerre civile. Ceci ne signifie pas pour autant que la Constitution est sacrée; bien au contraire, il faut œuvrer continuellement pour la moderniser, afin de répondre aux aspirations des Libanais. Toutefois, il faut à priori, une bonne application de Taëf pour pouvoir juger de sa validité, notamment après le retrait israélien, la sortie des Syriens et la neutralisation du Liban dans des conflits extérieurs.

### **Peut-on neutraliser le Liban?**

Oui, en revenant aux principes fondamentaux, à savoir le dialogue national, les résolutions internationales, l'accord de Taëf, celui de Doha et l'élaboration de la stratégie de défense.

### **Comment y parvenir alors que la scène politique libanaise concrétise si bien ces axes, nous l'avons bien senti au cours des événements de Gaza?**

Cela est possible, si on s'accorde sur la décision de guerre ou de paix, si on parvient à l'élaboration d'une stratégie de défense claire et au règlement des armes palestiniennes en dehors des camps. Pour ma part, je ne vois pas deux axes. Certes, nous le 14 Mars, réclamons le soutien de la communauté arabe et internationale, pour appliquer les résolutions arabes et internationales relatives au Liban. Mais cela ne signifie pas que nous faisons partie d'un axe déterminé. Pour nous, c'est l'intérêt du Liban qui prédomine, tout en nous attachant au conflit israélo-arabe. Partant de là, je peux dire qu'il existe deux axes. Un axe qui fait prévaloir le Liban avant toute chose et œuvre pour appliquer les résolutions internationales y relatives et un autre qui veut décider, unilatéralement, de la guerre et de la paix. Ses armes sont-elles tributaires des ordres imposés par l'extérieur? Jusqu'où peut-il aller pour répondre aux pressions extérieures et

paralyser les institutions nationales? Ce sont des questions légitimes et non des accusations.

### **QUID DU CONSENSUS SUR LA POLITIQUE DE DÉFENSE?**

#### **Un consensus sur la stratégie de défense ne peut-il être décidé avant les législatives?**

Cette question doit être considérée sous trois angles. Primo, il y a la décision de guerre et de paix. Secundo, l'élaboration d'une stratégie qui placerait cette décision sous la responsabilité de l'Etat et de l'Armée. Tertio, la conception de la protection du Liban sur laquelle nous devrions nous accorder. Il est vrai que la guerre de juillet a réalisé une victoire mais protéger le Liban de la destruction est aussi important. Ce qui revient à réitérer que les législatives sont une étape pour renforcer un projet général bâti sur un consensus et qu'il faudrait appliquer graduellement en faveur de la stabilité du Liban et afin que nous n'ayons plus à payer des prix régionaux exorbitants.

#### **Que pensez-vous de la visite du ministre de la Défense à la capitale syrienne?**

Le ministre Elias Murr a examiné à Damas des dossiers importants dont notamment ceux relatifs au tracé des frontières, aux armes palestiniennes à l'extérieur des camps, aux fermes de Chebaa, aux détenus libanais dans les prisons syriennes et aux relations diplomatiques. Mais je ne pense pas que la rencontre du président Assad et de M. Murr ait pu changer la donne des législatives au Metn ou décider du sort des alliances électorales dans cette circonscription.

### **FAVORABLE AU BLOC CENTRISTE**

#### **Que pensez-vous du bloc centriste que certains tentent de promouvoir?**

Il faut différencier entre les intérêts électoraux et les principes politiques d'un tel bloc. Dans les calculs politiques, il faut étudier, minutieusement, comment pouvoir influencer dans toutes les régions. Nous sommes favorables aux principes politiques du bloc du centre, sachant que le président Sleiman a un rôle primordial à jouer dans le renforcement de l'Etat et de l'Armée.

Côté politique, nous n'avons donc aucun problème avec ce bloc. Mais au plan électoral, nous prenons, évidemment, en considération les intérêts électoraux.

#### **Ce bloc ne vise-t-il pas comme l'assurent certains, à porter atteinte au général Michel Aoun sachant que les régions chrétiennes constitueront le centre vital de ces élections?**

La position du général Michel Aoun quant à ce bloc nous interpelle. La réduction des circonscriptions crée des parties neutres dans certaines circonscriptions, ce qui favoriserait l'émergence d'un bloc du centre. Si les principes de ce bloc ne sont pas loin de ceux du 14 Mars, il est probable de voir ce bloc épouser les tendances politiques du 14 Mars, d'où les craintes du général Aoun.

### **OUI À LA RÉCONCILIATION, NON AU RECOURS À LA VIOLENCE**

#### **A votre avis, pourquoi jusqu'à présent la réconciliation interchrétienne n'a pas eu lieu?**

Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de réconciliation interchrétienne, à cause des tensions entre les différentes parties. Ajoutons à cela le discours chrétien que nous écoutons, à travers certaines chaînes télévisées qui ravivent les souffrances du passé. Il existe un intérêt chrétien suprême à préserver et il est inévitable de procéder à cette réconciliation pour consolider la stabilité interchrétienne et éloigner le spectre des divisions. Je suis surpris de voir que jusqu'à présent cette réconciliation n'a pas eu lieu. Certes, les divergences politiques sont légitimes, mais il ne faut pas les traduire par un recours à la violence et par des moyens non démocratiques, ceci est interdit.

**Nonobstant les rumeurs concernant la réconciliation du Koweït,**

### **pourraient-elles avoir des répercussions sur la scène locale?**

La politique étrangère du Liban repose sur le consensus. Si ce dernier est sain, notre politique étrangère le sera aussi. Ainsi, l'entente arabe se reflète positivement sur la scène libanaise; c'est ce que nous avons vécu à Doha et vice-versa.

Nous espérons que le sommet du Koweït sera le tremplin pour de nouvelles initiatives pouvant régler les dissensions interarabes.

### **Etes-vous tranquille et rassuré quant aux résultats des législatives?**

Les élections constituent l'étape de la responsabilisation de l'élu pour son action passée et future. Personnellement, je suis rassuré, car je vais récolter le fruit de mon travail et de ma performance. Le plus important étant mon insistance tout au long de mon mandat parlementaire à maintenir le contact avec les citoyens, à dialoguer avec eux et à écouter leurs doléances. J'ai, par ailleurs, toujours tenu mes promesses auprès de mes électeurs en réalisant les projets de développement auxquels je me suis engagé envers eux, conformément aux moyens disponibles. Je considère ces élections comme une opportunité pour créer un bloc parlementaire centralisé et orienter la municipalité de Beyrouth vers la réalisation des réclamations de ma circonscription.

### **La liste du 14 Mars d'Achrafieh est-elle déjà formée? Où vous retrouvez-vous?**

Je suis au cœur du 14 Mars, tout en étant indépendant ne me réclamant d'aucun parti. Je suis de ceux qui prônent plus d'ouverture envers l'Eglise et la présidence de la République. Espérons que d'ici à quelques semaines, les listes seront proclamées.

### **On a parlé d'une certaine tiédeur dans vos relations avec le Bloc du futur, après la dernière équipe gouvernementale dont vous avez été exclu?**

La relation avec le Bloc du futur se base sur une coopération politique et une alliance électorale. Je n'ai jamais été membre dudit mouvement.

De plus, les principes du 14 Mars ne sont pas une propriété privée; ce sont des principes auxquels peut adhérer toute personne qui en est convaincue. A présent, nous œuvrons au sein du 14 Mars pour former une liste dotée de candidats centristes alliés au 14 Mars. D'ailleurs, nous n'avons aucun problème quant à coopérer avec tout candidat que nous considérons du centre.

### **Quelle est la définition du candidat du centre par rapport au 14 Mars?**

C'est un candidat non affilié à aucun parti politique mais qui s'engage à respecter les principes de la révolution du Cèdre.

### **Quand le 14 Mars annoncera-t-il ses listes électorales?**

Toutes les listes seront proclamées entre les 14 et 30 mars.

### **La candidature de M. Elie Karamé pour la circonscription d'Achrafieh vous gêne-t-elle?**

Non, mais je n'y vois aucun sens.

### **Les élections auront-elles lieu et y a-t-il des risques pour qu'elles soient ajournées?**

Je suis prudent et inquiet à cause des dernières ingérences extérieures sur la scène libanaise. Après l'invasion de l'Irak, l'émergence de forces régionales et le non règlement de la question palestinienne, la région est ouverte à toutes les éventualités. Au Liban, nous faisons face à un grand défi, mais avons une opportunité qui nous est offerte et un projet basé apparemment sur un consensus qu'il faut préserver pour consolider notre stabilité et neutraliser notre pays afin de lui éviter d'être une scène de conflit. Elaborer la stratégie de défense fait partie de cette équation. Si je ne suis pas optimiste, je ne suis pas pour autant pessimiste à ce sujet. Il faut neutraliser le Liban et parvenir à un minimum d'entente intérieure. La question qui se pose présentement est la suivante: permettra-t-on au Liban d'emprunter la voie de la stabilité? Pour ce qui est des législatives à mon avis, elles auront lieu. Car il n'y a pas d'autre alternative à la démocratie que la dictature ou la guerre civile.

### **Quid de l'hôpital de la Quarantaine?**

J'ai œuvré pour son réaménagement et sa réouverture, alors que j'étais ministre. En fin de compte, on a pu consacrer une aile réservée aux enfants malades et une autre aux gens de la région. Ce projet attend l'aval du parlement pour être concrétisé.

**Quels sont vos projets pour Achrafieh?**

Côté municipal, développer la conception du conseil municipal de manière à assurer une certaine indépendance sur le plan de la gestion afin de parvenir dans un esprit d'entente et de consensus, à la création d'une municipalité indépendante pour Achrafieh.

NADINE FARRA ZAKHEM

P. 14